

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

DE LA RECONNAISSANCE A LA PAIX

en politique internationale, notamment, la JEUNE RÉPUBLIQUE avec d'autres organisations, a souvent devancé l'opinion la plus répandue et les décisions du gouvernement. Exemples : Au temps où François MITTERRAND publiait "La Chine au Défi" (1961), nous rappelions la nécessité de reconnaître la République Populaire de Chine.

En 1965, Gérard BRISSE se rendait en Allemagne de l'Est et concluait des articles, parus dans La Jeune République (1966 n° 55-56) en ces termes : « Il est certain que la solution du problème allemand passe par la reconnaissance diplomatique, par la France, de la République Démocratique Allemande. En 1982, le secrétaire général adjoint de la Jeune République parcourt la République Populaire de Corée et, dans le présent numéro, il explique les raisons pour lesquelles PARIS doit établir des relations officielles, par un échange d'ambassadeurs, avec PYONGYANG. C'est l'intérêt des deux pays, ainsi que l'ouverture d'une politique de paix et de coopération en direction des pays non-alignés.

Le drame du LIBAN remet au premier plan le problème de la reconnaissance de l'O.L.P. Le droit incontestable des Palestiniens à une patrie présenterait moins de difficultés sur le plan pratique si cette organisation abrogeait les articles de sa Charte visant à la "liquidation" de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire à l'anéantissement des Israéliens. Réprouvant la politique de M. BEGIN, la Jeune République condamne l'objectif final de l'O.L.P., que beaucoup de Français, indignés à juste titre par le sort réservé aux Arabes, ne veulent pas regarder en face.

Au Proche-Orient, comme dans le reste du monde, la paix ne peut être sauvée que par une reconnaissance réciproque et par une négociation loyale, qui ne serait pas réduite à un compromis lié à un rapport de forces, dans la perspective d'un succès définitif sur l'adversaire.

Les dizaines de milliers de personnes qui, le 20 juin 1982, chantaient la paix, de Montparnasse à la Bastille, sous les nuages et le soleil, ne méconnaissent nullement l'origine de cette initiative. Le rôle premier du Parti Communiste ne saurait en aucun cas jouer un rôle de dissuasion dans notre volonté de nous associer à toute action, qui clame une volonté de vivre. Toute la gauche — et au-delà — aurait dû se retrouver au coude à coude, de la Place du 18 juin à la Colonne de Juillet.

Les Gaulois craignaient que le ciel ne leur chute sur la tête. En l'an 1000, sous le règne de Robert II le Pieux, nous craignons la fin du monde. A la veille de l'an 2000, cette crainte prend une consistance singulière. Les charges nucléaires en attente sont capables de faire sauter vingt fois la planète.

A une époque où la défense des droits de l'homme est très justement mise en valeur, il est un droit chaque jour plus menacé et encore insuffisamment défendu : le droit de survivre. Les Etats représentés à l'O.N.U. l'expriment. Les Deux Super-Grands, forts de leur armement stratégique et de leurs armes de théâtre, en discutent. C'est aux peuples d'imposer leur volonté pacifique. Le droit à la différence, ne serait-ce pas d'abord le devoir de maintenir l'homme vivant, pour le différencier de la matière inerte ?

Claude-Roland SOUCHET

Numéro
spécial

RÉPUBLIQUE
POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE
DE
CORÉE

MAI-JUILLET 1982

N° 123

PÉRIODIQUE

Numéro : 5 F

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
TéL. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2163
CPPAD n° 30568

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

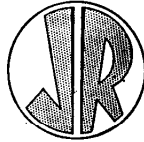
COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71



QUAND LA FRANCE RE POPULAIRE ET DÉMOC

Le 14 février 1981, M. François MITTERRAND était reçu en grande pompe, à Pyongyang, capitale de la République populaire démocratique de Corée ; le premier secrétaire du parti socialiste, qui avait eu un entretien avec le Président de la République, à normaliser les relations diplomatiques entre la France et la RPD de Corée. Plus d'un an a passé depuis l'avènement de la gauche au pouvoir. Mais Paris, qui vient de nommer M. André Baeyens, ambassadeur de France à Séoul (Corée du Sud), n'a toujours pas d'ambassade à Pyongyang... alors que, comble de l'ironie, la RPD de Corée est représentée à Paris par une mission commerciale.

RÉTROSPECTIVE HISTORIQUE

Il convient de rappeler quelques points d'histoire. En 1875, les Japonais provoquent une série d'incidents qui débouchent l'année suivante sur le "traité de Kanghwa", consacrant la mainmise du Japon sur le "pays du matin calme", avec la complicité de la féodalité locale. La domination nipponne est confirmée par les traités d'Eulsa en 1905 et de Djeungrin en 1907, puis par l'annexion pure et simple de la Corée par le Japon en 1910. Quarante années durant, l'empire nippon exploite la péninsule comme une véritable colonie. Il se heurte à une résistance de plus en plus farouche des paysans et du peuple coréens. Dans la modeste salle de cours d'une école secondaire dirigée par un missionnaire américain, un jeune élève quelque peu turbulent élève la voix et lance le slogan : « Un Coréen doit avoir l'esprit coréen et faire ce qu'il doit faire en tant que Coréen ». Il se nomme Kim Hyeung Djij. Il est le père du jeune Kim Seung Djou, né le 15 mars 1912 dans une modeste chaumière paysanne de la colline Mankyeung, dans la banlieue de Pyongyang. Ses partisans le surnommeront par la suite Kim Han Byeul ("l'étoile"), puis Kim Il Sung (Il, voulant dire "soleil" et Sung, "devenir").

A l'automne 1919, ce dernier quitte son village natal pour se diriger vers le nord en compagnie de son père — dont il gardera toute sa vie le souvenir d'un être torturé et enchaîné, en haillons, dans la prison de Pyongyang. Quatre ans plus tard, il est envoyé par son père à Pyongyang pour y poursuivre des

études. Il entreprend à cet effet un voyage à pied de mille ris (soit 400 kilomètres) et il décrira par la suite le sort lamentable de ses compatriotes rencontrés en cours de chemin. Il observe de quelle manière les Japonais font la loi. En 1926, après le décès de son père, il est admis à l'école Hwaseung, fondée par les Nationalistes, dans le district de Huadian, province de Jilin, en Chine. Là, il est initié au socialisme, courant idéologique nouveau. Il milite déjà pour un mouvement d'émancipation spécifiquement coréen, rejetant toutes les "tendances infantiles", de droite comme de gauche. Et là, il médite sur les données fondamentales d'une voie spécifiquement coréenne vers le socialisme, s'opposant au dogmatisme ambiant aussi bien qu'au servilisme à l'égard des grandes puissances.

Les thèses qu'il présentera en juin 1930 à la conférence de Khaloung, constitueront l'amorce du **Djoutché** : "les idées du Djoutché, selon le Président Kim Il Sung, signifient, en un mot, que les masses populaires sont les maîtres de la révolution et de l'édification et qu'elles ont en elles la force de les promouvoir. En d'autres termes, ces idées signifient que chacun est maître de son destin et trouve en soi la force nécessaire pour façonner ce destin" ("Les réponses aux questions posées par des correspondants étrangers", Ed. française, pp. 334-335).

Le 25 avril 1932 naît l'Armée de guérilla anti-japonaise qui se lance dans une "guérilla totale" contre l'occupant. Le 4 juin 1937, le Général Kim Il Sung remporte une bataille décisive contre les Japonais à Botcheunbo. Quinze ans de lutte acharnée aboutiront à la libération du pays en 1945. Malheureusement, le 25 juin 1950, la Corée est de nouveau plongée dans une guerre atroce qui remet en question les efforts déployés pour édifier une économie nationale indépendante. Jusqu'au 27 juillet 1953, l'offensive du général Mc Arthur jusqu'au fleuve Yalou impose une rude épreuve à la Corée et au peuple coréen. Une moyenne de 18 bombes par kilomètre carré est larguée sur le territoire de la RPD de Corée. Toutes les villes, toutes les habitations, les usines, les lieux de culte, les hôpitaux mêmes, servent de cibles privilégiées et sont réduits en cendres. Tous les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat, le patrimoine artistique et culturel,

CONNAITRA-T-ELLE LA RÉPUBLIQUE RATIQUE DE CORÉE ?

Gérard Brissé

tout est anéanti. L'armistice de Panmunjum confirme par ailleurs la division en deux Etats de la péninsule coréenne : au Sud, la République (américaine) de Corée, capitale Séoul, 98 400 kms carré, de loin la plus peuplée avec 37 020 000 habitants. Pauvre en ressources minérales et énergétiques, à prédominance agricole, elle sera pour une large part tributaire pour son développement économique et son commerce extérieur, du Japon et des Etats-Unis, qui en outre y maintiennent encore aujourd'hui un corps expéditionnaire de plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

Au Nord, la République populaire démocratique de Corée, capitale Pyongyang, 120 000 kms carré, 18 millions d'habitants. C'est un pays au climat rude, montagneux à plus de 70 %. Son principal atout : sa richesse en minerais divers : charbon, fer, et la configuration du terrain qui favorisera les aménagements hydro-électriques et l'irrigation. Mais les destructions entraînées par la guerre contraindront le Président Kim Il Sung et ses partisans à repartir pratiquement de zéro. A Washington, on déclarait en 1953 : "il faudra au moins deux cents ans à la RPD de Corée pour se relever". Eh bien, je puis affirmer que moins de trente ans après cette hécatombe, les citoyens de la RPD de Corée ont réussi à faire de leur pays l'un des plus développés du "tiers monde". Cela mérite quelques explications.

Un séjour d'un mois dans un pays n'est sans doute pas suffisant pour porter un jugement d'ensemble sur un régime politique, sur ses réalisations, ses grandeurs et ses déficiences. Néanmoins, ce que j'ai pu en voir tout au long de ce mois d'avril 1982 m'a conduit de surprise en surprise. Les impressions premières sont souvent les meilleures. Je les livre en vrac.

DES RÉALISATIONS UNIQUES AU MONDE

● LA RPD de Corée est un pays neuf.

La capitale Pyongyang, les villes de province, jusqu'au moindre petit village, sont neuves. Tout a été détruit, donc tout a été reconstruit, selon un plan d'ensemble méticuleux. L'ancien a été remonté pierre par pierre là où il avait un réel intérêt historique.

Les agglomérations, conçues selon des plans d'urbanisme qui n'excluent jamais l'esthétique, sont de véritables

cités-jardins, très aérées, agrémentées de parcs très bien entretenus, avec de larges avenues, des immeubles modernes agréables à regarder, le tout d'une propreté et d'une netteté méticuleuses. Rien de comparable avec nos H.L.M. Les appartements tout équipés mettent à la disposition de tout citoyen sans discrimination, tous les éléments du confort moderne (eau, gaz, électricité, chauffage collectif, cuisine intégrée, équipements sanitaires, etc). Je n'ai vu nulle part de "bidonvilles" ou autres banlieues crasseuses. Dans les rues, la sécurité est totale, de jour comme de nuit. L'agression, le vol à la tire, sont ici totalement impensables. Les campagnes sont cultivées, labourées, sarclées, ratissées, balayées, d'une extrémité à l'autre du pays. Le moindre lopin de terre est exploité. Les cultures en terrasses montent à l'assaut des collines. Ce pays de montagnes aux paysages magnifiques, au climat de type européen, est à bien des égards comparable à la Suisse — les banques en moins —. Avec 30 % de terres cultivables, il parvient largement à se suffire à lui-même et même à exporter une partie de sa production, notamment vers d'autres pays socialistes !

● Le régime a su mettre à profit ses richesses énergétiques et minières.

Le charbon, avec ses mines à ciel ouvert, et le fer existent à profusion, mais aussi les minerais non ferreux et précieux (or, argent, etc). Pyongyang la capitale, par exemple, est chauffée par une centrale thermique (au charbon). Un réseau très dense de centrales hydro-électriques a été aménagé, ainsi que des barrages, des canaux d'irrigation, etc. Une ingénieuse politique de l'eau supplée aux aléas climatiques (saison sèche assez longue). Seul point noir : la Corée est (provisoirement, m'a-t-on dit), tributaire de l'étranger pour ses approvisionnements en pétrole. Mais le problème a été résolu pour une large part en donnant la priorité absolue aux transports en commun. Un réseau dense d'autobus permet de se rendre jusque dans les régions les plus reculées. Les routes et autoroutes sont faites en ciment. Le métro de Pyongyang, véritable palais souterrain, pratique et confortable, frais, propre et bien aéré, est très certainement unique au monde.

● La décentralisation est très poussée, jusque dans l'extrême nord du pays où bon nombre d'usines, sont, pour des raisons stratégiques évidentes, profondément enterrées sous les montagnes. L'idéal avoué est d'effacer les

distorsions préexistantes entre le travail des champs et le travail en usine, entre la vie à la campagne et l'existence citadine. Les unités de production ont donc été dispersées dans les campagnes. L'avantage évident de cette politique délibérée a été et demeure d'éviter la concentration des populations rurales autour de ces pôles d'attraction factices que constituent les grandes métropoles urbaines. Cette déconcentration parfaitement réussie tranche radicalement avec le phénomène concentrationnaire d'attraction des mégapoles que l'on observe dans la plupart des pays du tiers-monde.

Dans les usines, l'automatisation est systématiquement recherchée : elle vise à éliminer les postes de travail les plus pénibles. A Dai-an, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Pyongyang, j'ai visité une entreprise de fabrication de tracteurs équipée de machines-transferts en tous points comparables à celles que l'on peut observer dans nos usines Renault. Les Coréens, qui manient volontiers l'humour, ne dissimulent pas les difficultés : en novembre 1958, fut mis au point le premier tracteur de label coréen, dit "Tcheullimal", m'explique un responsable. Lors de l'inauguration, cette machine s'est mise à reculer, au lieu d'avancer !" Dans le port de Nampo, à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de la capitale, j'ai vu entre autres quatre grands convoyeurs à bandes qui permettent d'acheminer par un processus de téléguidage automatique, les sacs de ciment à partir du silo jusqu'au cargo.

Bien sûr, la RPD de Corée n'a pas encore abordé — ou très peu — l'ère de la robotique (la télécommande, par contre, est très développée), ni la phase de l'informatisation (encore que l'on étudie très sérieusement la question à l'Université Kim Il Sung).

Dans les campagnes, la mécanisation et l'introduction des techniques modernes d'assolement et d'exploitation des engrais chimiques sont très développées. Les charrettes à bœufs ont cédé la place aux tracteurs. Vue d'avion, la RPD de Corée ressemble à un immense damier : ce sont des serres (en verre ou en plastique) disséminées un peu partout, jusqu'au creux des montagnes et qui permettent de cultiver en toute saison des essences maraichères, voire même tropicales. Chaque fois qu'ils le peuvent, les Coréens s'efforcent d'inventer et d'exploiter eux-mêmes leurs propres procédés de fabrication. L'innovation et la créativité sont du reste vivement

encouragées. C'est même un devoir national. A cet égard, l'émulation sociale n'est pas un vain mot. Chacun est investi d'une responsabilité particulière, qu'il est du reste fier de montrer, sans affectation particulière, à l'étranger de passage. Mais les Coréens n'hésitent pas, lorsque le besoin s'en fait sentir, à faire largement appel aux techniques étrangères les plus évoluées.

● **Le système éducatif est un modèle du genre.**

« L'intellectualisation de toute la société » est, par delà le slogan, l'un des objectifs à atteindre dans le cadre des trois révolutions — idéologique, technique, et culturelle. Le dernier code du travail, édité en 1978, le précise : — Art. 19, chap. II : « Les travailleurs doivent élever leur niveau de qualification technique et professionnelle et prendre une part active aux mouvements d'innovation technique pour renouveler constamment les normes... ». Et encore : Art. 50, chap. V : « L'Etat fait de tous les travailleurs des hommes compétents possédant les connaissances scientifiques et techniques les plus récentes et sachant manier parfaitement les machines et les équipements modernes, gérer et exploiter habilement l'économie nationale, par le canal du système d'enseignement exclusivement consacré aux études et de différentes formes d'enseignements permettant d'apprendre tout en travaillant : instituts en usine et en ferme, écoles supérieures spécialisées, cours du soir et par correspondance ». Aujourd'hui, on dénombre 170 écoles supérieures. L'Université à elles seule groupe 13 facultés, avec 80 chaires, 500 laboratoires, 8 instituts avec 50 sections d'études, soit au total 12 000 étudiants groupés en 600 classes, et emploie 3 500 personnes.

● **En RPD de Corée, l'enfant est roi.**

Chaque village, chaque quartier est pourvu d'une crèche et d'un jardin d'enfants pourvus d'installations modernes. L'enseignement est gratuit et obligatoire pour tous. Les Coréens pratiquent le mi-temps pédagogique : enseignement théorique le matin entre 9 et 13 heures ; l'après-midi, "quartier libre", en réalité consacrée à une activité ludique, récréative, voire instructive ou pré-professionnelle.

Chaque ville de province est dotée d'un Palais des enfants sorte de complexe socio-éducatif à activités multiples. Celui de Pyongyang est très probablement unique en son genre : douze

étages, une superficie bâtie de 50 000 mètres carré, plus de 500 salles d'études pouvant accueillir en moyenne trente enfants par classe, avec une capacité globale de quelque 10 000 jeunes (de 7 à 16 ans) par jour. Toutes les disciplines y sont enseignées : depuis l'agronomie et la botanique jusqu'aux arts plastiques, la gymnastique, l'inévitable ping-pong, le dessin, la peinture, la danse classique, le théâtre, la conduite automobile, l'aéromodélisme, la médecine, la physique nucléaire, la radio-électricité, le bricolage, les beaux-arts, la chorégraphie, la boxe, le volley-ball, le tir au fusil, et j'en passe... Ce complexe est doté de salles de sports, de musées, de bibliothèques, de salles de jeux... et d'une salle de spectacles de 1 100 places.

Pour les adultes, le Palais des études du peuple, récemment inauguré, est une sorte de "super-Beaubourg" (l'esthétique en plus !) en forme de pagode couverte de tuiles bleues... d'un luxe inouï (mosaïques inscrites de pierres précieuses, lustres monumentaux, marbre gris-blanc, moquette épaisse, etc) avec bibliothèques dotées d'un ingénieux système d'appel électronique. Superficie globale : 100 000 m carré, hauteur : 63 mètres, largeur de façade : 159 mètres, profondeur : 190 mètres ; il renferme 600 salles et sa capacité d'accueil globale est de 6 000 personnes. On y trouve également des salles de cours, de réunions, de lecture, de cinéma, des laboratoires de langues équipés d'un dispositif audiovisuel très sophistiqué... qu'il nous a été donné de tester.

● **En matière sociale, les citoyens de la RPD de Corée sont il faut bien le dire, nettement plus avantagés que nous autres Français.**

Le chômage est inexistant ; dans certains secteurs, le manque de main-d'œuvre se fait sentir. L'inflation est inconnue : les prix des produits de grande consommation ont tendance à baisser d'année en année et en tout cas ces produits peuvent être acquis à des tarifs dérisoires. Les circuits de distribution sont du reste un modèle du genre. Chaque immeuble, chaque groupe d'habitations est doté d'une sorte de petit complexe socio-économique qui regroupe divers magasins, un centre de santé polyvalent, une crèche, une maternité, une pharmacie, etc. Les logements existent à profusion et sont mis gracieusement à la disposition des locataires — qui doivent acquitter une redevance dérisoire (l'équivalent en francs français de 35 à

45 F par mois pour un salaire compris entre 300 et 800 F), correspondant aux frais de gaz et d'électricité et aux charges communes... L'enseignement public et les soins médicaux, d'hospitalisation, de consultation, de maternité, les médicaments, les séjours en maisons de repos ou de convalescence (nombreuses et bien équipées) sont entièrement gratuits. Le départ à la retraite ouvre droit à pension à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes. L'abolition de la fiscalité depuis 1974 a fait très certainement du "pays du matin calme" le seul Etat sans impôts au monde.

Les congés payés sont, en moyenne, d'un mois. Mais de nombreuses fêtes et jours de repos allongent d'autant le temps réel des congés durant l'année. Les horaires de travail ménagent un temps de trois heures le midi pour le repas... et la sieste.

Pour évaluer le niveau de vie des Coréens, il faut prendre en compte tous les éléments de leurs revenus. Ici, on ne rencontre à vrai dire ni riches, ni pauvres. L'Etat alloue à un prix dérisoire les biens de première nécessité, en particulier les denrées alimentaires, les vêtements, le logement, sans compter les services (transports en commun très bon marché, bus, trolleys, trains, métro, modernes et très confortables). Le salaire ne représente en fait que "l'argent de poche", l'appoint permettant notamment l'acquisition de biens de luxe. Il paraît que les livrets de caisse d'épargne sont bien remplis. Aussi, lorsque l'on met dans la balance les avantages sociaux et le salaire nominal, on constate que si ce dernier peut paraître modeste comparé à celui qui est octroyé dans d'autres pays, le revenu réel par habitant est, concrètement, nettement plus élevé.

Les magasins sont propres, bien achalandés, et aucune rupture de stocks n'est signalée. Les produits de luxe et de demi-luxe sont vendus dans des grandes surfaces, dont le "magasin numéro un" de Pyongyang est un modèle du genre.

J'ai eu le privilège de visiter des réalisations dont je n'ai vu l'équivalent nulle part ailleurs : à Pyongyang, une maternité splendide, édifiée en un temps record de neuf mois, avec hall en mosaïque et lustres de cristal doré, couloirs de marbre, ascenseurs ultramodernes, des dizaines de cabines de télévision pour permettre au visiteur de converser avec les interlocutrices :

1 500 lits, un effectif de 1 400 salariés dont 400 médecins qui se relaient vingt quatre heures sur vingt quatre en trois équipes ; un parc de trente ambulances "dernier cri" pour les cas d'urgence. Véritable complexe médico-chirurgical avec une multitude de sections spécialisées, de diagnostic et de traitement, dotées des techniques les plus récentes : obstétrique, gynécologie, ophtalmologie, stomatologie, physiothérapie, radiologie, oto-rhino-laryngologie, laboratoires d'analyses et de recherches, etc.

Autre réalisation : le centre de santé Tchanggungweun, à Pyongyang : pouvant absorber jusqu'à 10 000 usagers par jour. Sur quatre étages et sur une surface circulaire de 38 000 mètres carrés, se succèdent des salons de coiffure et de beauté pour hommes et femmes, 121 salles de bains, individuelles, pour couples ou collectives, des cabines de massages, des saunas, une piscine olympique avec plongeur doté d'un ascenseur, des salles de culture physique équipées d'instruments les plus performants, service d'assistance médicale, etc. Au rez-de-chaussée, une crèmerie de cent places et des buffets à chaque étage...

Et partout, le souci de l'efficacité, de l'économie, de la propreté, de l'esthétique. Tout est entrepris manifestement pour accroître sans cesse le bien-être de la population tout entière.

● **A tout cela, me dira-t-on, il doit y avoir une contrepartie comme en tout régime socialiste : les libertés sont mûlées.**

Ce n'est pas aussi simple. Certes, la personnalité "historique" du Président Kim Il Sung transparait à tous les coins de rues, dans les monuments publics où s'épanouissent portraits et statues. Mais le Président est manifestement ce que l'on appelle très communément en Asie "un leader charismatique" — les Coréens le nomment du reste très officiellement "le grand leader" ; les relations entre lui-même et son peuple relèvent autant de l'affection, de la foi, que de la doctrine. Mais ceci n'est pas spécifique à la Corée : en Chine, Mao était un "leader charismatique", comme l'était également Norodom Sihanouk au Cambodge, comme l'est en Inde Madame Indira Gandhi. En Thaïlande, pays du capitalisme flamboyant que j'ai visité l'an passé, le roi Bhumipol et la reine Sirikit sont l'objet d'une véritable vénération, d'une sorte de culte, ils sont intouchables. Ils font figure de leaders spirituels et de ciment de la nation. Ce qui

ne signifie nullement qu'ils disposent d'un pouvoir absolu.

Je ne connaissais le Président Kim Il Sung qu'à travers ses portraits officiels, à vrai dire assez rébarbatifs, diffusés à l'étranger. J'ai découvert en réalité un homme très simple, extrêmement jovial, voire bonhomme, dont la grande popularité est incontestable. Curieux de tout, il s'intéresse à tout ; il vous reçoit solennellement derrière un bureau vaste comme six tables de ping-pong mais n'oublie pas de vous serrer longuement la main et d'avoir pour chacun un mot aimable. Il reçoit ses amis comme des "frères", fastueusement, tel le prince Sihanouk loti dans un immense palais de quelque cinquante pièces spécialement aménagé pour lui. Pratiquant une sorte de gouvernement itinérant, il se déplace à l'intérieur du pays, visitant ici une ferme, là une usine, ailleurs inaugurant une réalisation récente, s'informant, donnant des directives, en bref, exerçant la "direction sur place" selon l'expression consacrée. Dans tous les lieux publics où j'ai été amené à me déplacer, fleurissent les stèles ou petits panneaux indiquant en lettres d'or ou d'argent sur fond pourpre : « Ici, le Président Kim Il Sung est venu X... fois, il a donné telle ou telle directive ».

A Myoyong-san, à 160 kilomètres au nord de Pyongyang, dans le cadre grandiose d'un site de hautes montagnes, au pied d'un torrent où batifolent les truites, j'ai visité une autre réalisation sans pareille au monde : une sorte de vaste blockhaus de granit et de béton, artistement orné de multiples toitures aux extrémités rehaussées dans le plus pur style national. Entièrement climatisée, cette grande bâtisse abrite une collection unique : quelque 25 000 pièces précieuses, offertes en cadeau au Président Kim Il Sung par des visiteurs, chefs d'Etats ou de délégations, de 134 pays. Je crois qu'aucun chef d'Etat au monde n'a poussé l'abnégation jusqu'à faire don publiquement à son peuple de tous les cadeaux officiels qu'il a reçus !

Culte de la personnalité ? Plutôt un hommage rendu au héros révolutionnaire, au libérateur de la patrie, à l'homme d'Etat, d'une stature exceptionnelle qui a su façonner l'Histoire dans la lutte contre l'occupation étrangère autant que dans une reconstruction nationale parfaitement réussie et dont la dimension exemplaire dépasse largement les frontières de son pays.

L'étonnement des Occidentaux que nous sommes sera encore plus grand si

l'on considère que celui qui est d'ores et déjà désigné pour lui succéder... est son propre fils, M Kim Djeung Il, homme d'une intégrité et d'une compétence reconnues par tous.

Alors les libertés ? Personnellement, je n'ai pas eu ce sentiment d'étouffement que l'on éprouve dans certains pays — de l'Est comme de l'Ouest — où le régime manifestement policier fait régner à tout prix l'ordre et la loi. Partout, lors de mes déplacements, j'ai rencontré des gens souriants, gais, — y compris les enfants — très bien habillés (complet et veston de rigueur chez les hommes, tailleur ou robe à la mode coréenne chez les femmes par ailleurs très coquettes). Sans doute la vie quotidienne est-elle empreinte d'une grande austérité, si on la compare à notre mode de vie occidental. Mais les libertés sont-elles mieux assurées en Corée du Sud où il est de notoriété publique qu'avec la complicité des Etats-Unis les dictatures militaires succèdent aux régimes policiers, où la corruption est endémique et sévit jusque dans les allées du pouvoir, où les inégalités sociales flagrantes sont le lot quotidien ?

● **A moyen terme, la comparaison basculera en faveur de la RPD de Corée**

qui, avec une sagesse éprouvée, se tient à l'écart des modes lascives et de la corruption produits par l'Occident, mais aussi des soubresauts et des aléas politiques et économiques qui ont agité et minent encore certains pays du bloc socialiste. C'est sur cette confrontation des niveaux et cadres de vie que mise Pyongyang beaucoup plus que sur une hypothétique invasion de la Corée du Sud, "blitzkrieg" que l'on invoque périodiquement à Séoul comme un épouvantail pour obtenir une aide accrue de l'Oncle Sam.

Sans doute, l'armée de la RPD de Corée, évaluée à 400 000 hommes, et appelée "force d'auto-défense", constitue-t-elle une redoutable force de dissuasion, bien équipée et entraînée. Mais les Coréens eux-mêmes regrettent d'être contraints d'entretenir un dispositif de sécurité aussi lourd que coûteux. En tout cas, on ne voit pas très bien à quoi serviraient toutes les réalisations populaires dont je n'ai cité qu'un modeste échantillon, si elles devaient demain être à nouveau remises en question par une aventure militaire.

Il est évident que **les dirigeants et le peuple coréens aspirent à la réunification de leur patrie**. Mais les propositions



avancées par le Président Kim Il Sung pour une **République confédérale démocratique du Koryo**, sont, en fin de compte, très modérées. Elles reposent sur le principe d'une structure confédérale, les deux parties étant représentées au sein d'un gouvernement national unifié coexistant dans la reconnaissance de leurs idéologies et régimes réciproques. Les seules conditions mises par Pyongyang sont le retrait des troupes américaines et le retour à un régime démocratique dans le Sud.

● **La volonté d'indépendance, le souci de la préservation de sa souveraineté par la RPD de Corée sont tels, que la dimension internationale du Djoutché a largement dépassé les frontières du continent asiatique. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la RPD de Corée se sente proche des pays et des peuples en lutte pour leur émancipation et qui pratiquent ou aspirent à pratiquer une politique active de strict non-alignement. J'ai pu constater l'impact de cette orientation au sein du mouvement des non-alignés, à l'occasion des cérémonies officielles, le 15 avril dernier, marquant le soixante dixième anniversaire du Président Kim Il Sung, — cérémonies qui ont attiré à Pyongyang une vingtaine de chefs d'Etats étrangers et quelque 80 délégations amies, où la part des Africains et des Sud-Américains n'était pas la moindre.**

C'est ce qui explique aussi assez curieusement, que dans un Etat où la France n'est pas officiellement représentée, la langue française tient une place très honorable... grâce à l'Afrique. La dimension tiermondiste du Président Kim Il Sung ne saurait donc être négligée.

● **Il n'est pas pensable qu'un gouvernement dont le Président n'est autre que M. François Mitterrand continue à ignorer délibérément le Président Kim Il Sung et son peuple, alors que la France a réservé le meilleur accueil au ministre des Affaires étrangères de la République de Corée (Sud), y envoie son ministre du commerce extérieur, sans compter un nouvel ambassadeur de France...**

Un diplomate de haut rang de la RPD de Corée m'a dit: « Nous n'avons d'autre prétention que d'obtenir l'égalité de représentation diplomatique avec la République de Corée (Séoul). Nous souhaitons vivement harmoniser nos relations avec la France, et être considérés comme des partenaires sérieux, y compris sur le plan commercial ».

En une époque où l'on se promet, à l'Elysée comme au Quai d'Orsay, de donner une nouvelle impulsion à la diplomatie française, notamment en direction des pays non-alignés, il est grand temps d'accorder les grands principes aux réalités concrètes du moment.

LA LONGUE MARCHÉ DE NORODOM SIHANOUK

Gérard Brissé

P

Pyongyang, avril 1982 — Vu du ciel, le territoire de la RPD de Corée ressemble à un immense damier. Ici et là, de grands rectangles argentés tranchent sur la teinte ocre des terres, du creux des vallées jusqu'au flanc des montagnes. Ce sont des serres, des milliers de serres en verre ou en plastique.

Pas un nuage en ce mois d'avril, où les pommiers s'éclatent en milliers de pétales blancs, alignements entrecoupés ici et là de bosquets d'azalées mauves. Les avenues de Pyongyang, larges comme des autoroutes à quatre, voire même six ou huit voies, sont d'une propreté, d'une netteté sans pareille. Pas un papier ne traîne, pas un détrit. Les passants sont bien vêtus, complets vestons ou tuniques pour les hommes, strict tailleur ou robe traditionnelle pour les femmes. Des groupes d'enfants en petite tenue bleu, blanc, rouge, les filles avec un gros pompon coloré sur les cheveux, déambulent en rangs serrés. Des policier(ies) en tenue bleue azur, réglent sagement la circulation, où prédominent les bus, trolley-bus et... camions. Une Suisse asiatique — même climat, même latitude — telle est l'impression première du "touriste" débarquant au Pays du Matin calme.

... Le Prince Norodom Sihanouk me reçoit en son palais Chhang Su On. Un vaste quadrilatère de quelque cinquante chambres ou appartement d'hôtes — sans compter les siens propres — érigé en 1974 à son intention et selon ses propres plans, et loti à une vingtaine de kilomètres de Pyongyang dans un site de collines boisées surplombant un lac de plusieurs kilomètres de long. Le style coréen traditionnel, avec ses toits de tuiles épaisses relevés aux extrémités, rappelle quelque peu l'architecture néo-angkorienne que l'on a vu fleurir à Phnom Penh au Cambodge, à l'ère sihanoukiste.

Ici, Norodom Sihanouk est chez lui. Avec une suite d'une quarantaine de Coréens qui gèrent ce patrimoine, veillent à l'intendance, assurent la sécurité. Les Cambodgiens, par contre, sont en nombre très limité: un chef de cabinet, M. Pung Peng Cheng, ancien haut fonctionnaire à l'UNESCO, aidé de son épouse, naguère secrétaire d'Etat aux affaires sociales; un chef du protocole, deux secrétaires, une servante. Son épouse, la Princesse Monique Sihanouk, et quelques membres de sa famille,

agrémentent ses nombreux séjours qu'il partage avec la Chine où, en plein centre de Pékin, il dispose des somptueux locaux entièrement rénovés de l'ancienne ambassade de France.

Ce palais est parfaitement équipé de salles de réunion, salons de réception, salle de cinéma, salon de coiffure. un bâtiment annexe est dédié à la pratique de nombreux sports, du ping-pong au badmington.

En réalité, le Président Kim Il Sung considère Norodom Sihanouk comme "un frère", le traite en véritable chef d'Etat effectuant une halte prolongée dans son pays. Durant mon séjour d'un mois au "Pays du Matin calme", j'ai redécouvert un N. Sihanouk intime, partageant son temps entre la rédaction du dernier tome de ses Mémoires ("Le Calice jusqu'à la lie", dont il diffuse les premiers chapitres dans deux revues de langue française qu'il supervise, l'une rédigée et éditée à Paris par son secrétariat particulier: le **Bulletin mensuel de documentation** — B.M.D. — 3, avenue R. Poincaré, 75116 PARIS —, l'autre, **Le Courrier Khmer**, "Les Balcons d'Entremont, Ave Alfred Capus, 13090 Aix-en-Provence, dirigée par le Prince Norodom Ranariddh), sa nombreuse correspondance, la lecture de la presse étrangère, dont française, l'écoute de Radio Australia, de la Voice of America et de Radio France Internationale.

A l'occasion des repas ou de longues promenades à pied autour du lac, celui qui fut il y a douze ans le maître tout puissant du royaume du Cambodge, m'a confié ses joies et ses peines, ses espoirs et ses déceptions. J'ai trouvé un homme en pleine forme physique — il a cinquante-neuf ans — mais aussi très marqué, à l'instar de son épouse, par son séjour forcé de plusieurs années chez ses compatriotes Khmers rouges qui ont massacré une bonne partie de sa propre famille, en particulier son fils le Prince Naradipo, sa fille la Princesse Botum Bopha, ses cousins, les Princes Norodom Phurissara et Sisowath Méthavi, respectivement ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur en République démocratique allemande, sans compter, ses plus proches collaborateurs, intellectuels de gauche modérés, tous anciens ministres, tels MM. Chau Seng, Chea San, Huot Sambath, etc. Il a déploré à longueur de journées la division de la diaspora khmère à l'étranger, l'existence au sein



de la Résistance cambodgienne de factions qui s'entredéchirent sans parvenir à trouver un modus vivendi — face à un adversaire, le Vietnam, qui lui présente face au monde un bloc uni, "bétonné", dit-il.

Lorsque je suis arrivé à Pyongyang début avril, venait de se produire un événement nouveau ; les Vietnamiens, aujourd'hui maîtres du Cambodge, n'avaient fait qu'une bouchée, courant mars, des derniers réduits de maquis khmers rouges, dans les régions montagneuses des Cardamômes, ainsi que des partisans de M. Son Sann, un ancien Premier ministre du Prince Sihanouk. Jusque là, l'impression dominante était que les Vietnamiens ménaageaient ces réduits pour faire croire aux "Cambodgiens de l'intérieur" que les émules de M. Pol Pot, l'un des principaux tireurs de ficelles de l'ancienne Anghar Khmère rouge de sinistre mémoire, constituaient toujours une menace — et justifier ipso facto la perpétuation de leur protectorat sur le Cambodge.

L'offensive vietnamienne contre les derniers retranchements khmers rouges et du FNLPK de M. Son Sann a eu deux incidences : la première a été de faire sauter l'espèce de bouclier, bien fragile, que constituaient ces groupes armés, entre Vietnamiens et Thaïlandais. Du coup, Hanoï et les pays de l'ASEAN se trouvaient directement face à face. En second lieu, les deux principales tendances — khmers rouges et sonsanniens — ayant perdu tout espoir d'une reconquête du Cambodge par le recours aux armes, ont considéré enfin que leur survie était subordonnée à leur réconciliation. L'offensive vietnamienne a donc précipité l'union des trois mouvements de résistance — (Khmers rouges, FNLPK et Moulinaka pro-sihanoukiste), union concrétisée par la formation à Kuala Lumpur (Malaisie), durant la dernière semaine de juin, d'un gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique dont Norodom Sihanouk se retrouve le Président.

En vérité, cette évolution apporte de l'eau au moulin de Norodom Sihanouk : la thèse qu'il a toujours défendue, même lorsqu'il était à la tête de l'Etat cambodgien, est que face à un Vietnam beaucoup plus peuplé (plus de 50 millions contre 6 millions environ au Cambodge) et mieux armé le Cambodge ne

pouvait lutter à armes égales. La solution ne pouvait donc être que politique et diplomatique. C'est ce qui l'a opposé à Lon Nol en janvier 1970 lorsque ce dernier est venu lui demander un renfort d'une dizaine de milliers d'hommes ; c'est ce qui l'a opposé aux Khmers rouges qui se croyant tout-puissants, ont à plusieurs reprises poussé des incursions extrêmement meurtrières en territoire vietnamien. C'est ce qui l'a opposé depuis deux ans aux nostalgiques de Pol Pot (les Khmers rouges) et de Lon Nol (les partisans de M. Son Sann) depuis deux ans. Aujourd'hui, les événements lui donnent raison. Sa position n'est pas aisée pour autant : aux yeux de la diaspora khmère à l'étranger, il passe pour "pro-vietnamien", pour l'homme qui dans les années 60 a aidé la résistance vietnamienne et qui encore aujourd'hui, refuse le combat militaire contre Hanoï ; aux yeux des Vietnamiens, il est présenté comme pro-chinois ; aux yeux de ses compatriotes "de l'intérieur", son alliance avec les Khmers rouges — cette fois représentés par M. Khieu Samphan — est de mauvais augure. Les Vietnamiens ne sont-ils pas au Cambodge, avec leurs 200 000 hommes, bien armés, pour les protéger d'un éventuel retour au pouvoir des sanglants Khmers rouges ? Mais la popularité de Norodom Sihanouk — qui demeure très réelle dans son pays — ne saurait être réduite à une lutte de factions. Redevenu chef de l'Etat d'un Etat légalement reconnu par l'Assemblée générale des Nations-Unies (en l'occurrence le Kampuchea démocratique) il est tout-à-fait conscient des faiblesses inhérentes à une coalition gouvernementale purement tactique. Chef de l'Etat légal d'un Etat créé de toutes pièces par les Khmers rouges, il peut obtenir en faveur de la résistance cambodgienne tout entière des aides et des appuis internationaux qui de toute manière feront toujours défaut aux seuls khmers rouges. Et c'est pour lui un argument supplémentaire pour réclamer avec insistance la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge, du type de "Genève 1954". Quant à son retour éventuel au pouvoir légitime, il le subordonne à l'organisation d'élections libres et démocratiques sous contrôle international. Sa volonté maintes fois réaffirmée de rebâtir un Etat neutre et non-aligné sera-t-elle enfin prise en considération par les grandes puissances ? L'avenir prochain le dira...

ALCIDE MOREL

notre camarade nous a quittés le 25 juin 1982. Son nom — comme celui de son épouse disparue quatre ans plus tôt — est lié inséparablement à celui de ce héros, Raymond BURGARD, exécuté à Cologne, le 15 juin 1944.

Tous deux avec trois autres J.-R., Jules BALLAZ, Paulin BERTRAND et André VELLAY, fondèrent le Réseau VALMY, le 20 septembre 1940, au domicile d'Alcide MOREL. Le numéro spécial de VALMY encadré de tricolore fut diffusé le 14 juillet 1941 à plus de 10 000 exemplaires. Il portait cette devise : « Un seul ennemi, l'envahisseur » et ce défi : « Vive la République, Vive la liberté ». Raymond BURGARD avait été arrêté par l'Abwehr en 1942. Quarante ans plus tard, les drapeaux de la Résistance s'inclinèrent devant le catafalque enveloppé de tricolore, en cette église Saint-Lambert-de-Vaugirard, au cœur de ce XV^e arrondissement de Paris, dont Alcide MOREL fut une personnalité aussi discrète qu'éminente.

Ce disciple de Marc SANGNIER, qui compta beaucoup d'amis parmi les communistes, resta toute sa vie un homme de gauche et, avec une sensibilité de poète, un robuste militant de la paix. Il faut relire, dans la JEUNE RÉPUBLIQUE, les articles de ce vétéran de la première guerre mondiale sur « la nécessité du désarmement et de la coopération entre les peuples », formule reprise de son auteur : Marc SANGNIER.

FAITES ABONNER VOS AMIS
A JEUNE - RÉPUBLIQUE

LA
PERSONNE
C'EST
PLUS
QUE
L'INDIVIDU

VA-T-ON ENFIN PARTAGER LE TRAVAIL



par Jacques-Paul Richard

Maire-adjoint du Mans

a qui vend de l'argent ou de l'or, en en réclamant comme prix de l'argent ou de l'or avec un intérêt payable à terme, par exemple dix pour vingt au bout d'une année, nous rappellerons que le lien de la vie en société, le fondement de toute religion réside dans l'emploi de procédés qui favorisent l'affection et l'amitié, de sorte qu'en résultent aide mutuelle et secours réciproque ». (ABD EL KADER, Lettre aux Français, 1858).

« Les causes majeures d'une déflagration mondiale ne sont pas dans l'équilibre ou le déséquilibre militaire ou la course aux armements, mais bien davantage dans cette SOUMISSION mondiale aux règles abstraites ou impérialistes du système bancaire et monétaire international. A l'absurde et à l'implacable répond tôt ou tard l'irrationnel ». (B. FESSARD DE FOUCAULT, La Croix, 25 mai 82)

Certes le mensonge usurier dénoncé par ABD EL KADER, jetant son regard de croyant et de philosophe néo-platonicien sur le début de l'ère industrielle, est devenu pire que jamais, et la responsabilité propre des U.S.A. dans l'alourdissement des déséquilibres est écrasante.

AU RAS DES PÂQUERETTES

Pourtant, je ne puis faire abstraction de la réflexion d'un chef d'entreprise mancelle du bâtiment : « J'emploie 150 personnes, qui tirent d'un labeur incessant un chiffre d'affaires de 30 millions par an ; c'est le prix sur facture de deux missiles EXOCET. Une quinzaine

ont été tirés hier pour couler une corvette britannique ». La comparaison aurait bien des chances d'être encore plus sévère pour les bâtisseurs anglais ou argentins.

Avec ce système monétaire, en bonne partie destiné à financer des folies, peut-on citer un pays dans le monde dont la balance commerciale ne soit pas déficitaire, à commencer par le moins excusable, car le plus ordonnateur du vol, les U.S.A. ? La première ménagère venue sait de quels expédients on vit en fin de mois quand on procède ainsi. Au niveau des Etats, quand on appelait les choses par leur nom, "inflation" se disait : banqueroute, et le gouvernement n'y résistait pas.

UN SECOND SOUFFLE POUR LA GAUCHE ?

La sagesse qu'a esquissée EDMOND MAIRE au Congrès de Metz serait-elle si insupportable ? Écoutons ce retraité des Côtes du Nord (La Croix du 25 mai) : « Si sur 100 travailleurs il y a 10 chômeurs, cela fait 90 salaires pleins et 10 indemnités à 40 %, soit en tout la valeur de 94 salaires. Si l'on partage, chacun travaillera à 90 % du temps et touchera 94 % d'un salaire complet... Bien entendu la réalité serait beaucoup plus compliquée : il faudrait moduler la perte de revenu depuis 0 pour les SMICARDS jusqu'à peut-être 8 ou 10 pour les Hauts salaires. Tout le monde n'est pas de mon avis, je ne le sais que trop : Pas de diminution de salaires !... Les patrons peuvent payer ! » De fait, il est possible que "les patrons" puissent payer un peu, mais pas tout : ce serait trop beau...

Il y a aussi les retraités... qui n'ont aucune raison de rester en dehors du mouvement de solidarité. Bref, au lieu de 94 % on arriverait peut-être à 96 ou 97, mais sûrement pas 100 %. Conséquence prévisible du partage : « Moins de gadgets de luxe, plus de produits utiles... », ce serait peut-être l'amorce de cette fameuse relance économique basée sur des besoins réels qui pourrait être utile et fructueuse pour tout le monde ». Procédant ainsi, on sortirait des vaines paroles, on essaierait quelque chose concrètement ; et, franchement, qu'est-ce qu'on aurait perdu ?

Ce ne serait sûrement pas du néo-Barisme !

A L'UNIVERSITÉ DU MAINE

Le 30 mars, nous assistions à la pompeuse réception de Jacques-Yvan MORIN, Vice-Premier Ministre du QUÉBEC, comme docteur Honoris causa. Ce professeur de Droit en plein vent dans l'action, réfléchissant au message spécifique de ses six millions de compatriotes francophones, observateurs et victimes des excès américains et de leur contagion, montrait que pour les Etats modernes, le degré de légitimité auquel ils peuvent prétendre dépend pour une bonne part de la solidarité qu'ils promeuvent.

A Paris, comme à Varsovie ou à New York, on s'aperçoit bien vite, même sur le plan platement comptable, que la paix sociale issue de la légitimité renforcée, vaudrait beaucoup plus que les quelques pour cent lâchés dans le partage.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature